

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

Orléans, le 28/06/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**AXEREAL**

Bel Air

36250 ST MAUR

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2022 dans l'établissement AXEREAL implanté Bel Air 36250 ST MAUR. L'inspection a été annoncée le 24/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXEREAL
- Bel Air 36250 ST MAUR
- Code AIOT dans GUN : 0010002251
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

La société AXEREAL exploite des installations de stockage de céréales et d'engrais solides, sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 2009-11-0104 en date du 13 novembre 2009, qui a repris et actualisé les prescriptions contenues dans les précédents arrêtés préfectoraux. La mise à jour de la situation administrative du site a été actée par le courrier préfectoral du 9 janvier 2018.

Les activités classées, au titre de la nomenclature des installations classées, sont :

- stockage d'engrais solides (rubrique n° 4702, régime à autorisation) ;
- stockage de céréales (rubrique n° 2160, régime déclaratif).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- la formation / sensibilisation aux risques des opérateurs ou entreprises extérieures ;
- la prise en compte des entreprises extérieures dans les procédures d'exploitation ;
- la prise en compte des entreprises extérieures dans les procédures d'urgence.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2-Formation des entreprises extérieures aux risques et situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
3-SGS – Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 1	/	Sans objet
6-Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.3.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1-Formation du personnel aux risques et situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – alinéa 3	/	Sans objet
4-Travaux	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.4.6	/	Sans objet
5– Surveillance des installations	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 8.2.7.8	/	Sans objet
7-Adéquation entre le matériel électrique et le zonage ATEX	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.3.3	/	Sans objet
8-Mesures de prévention pour éviter un auto-échauffement	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 8.1.7	/	Sans objet
9-Installations de maintenance	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 8.1.6	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** 1-Formation du personnel aux risques et situations d'urgence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – alinéa 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS - Formation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> L'inspection a constaté que le manuel SGS, mis à jour le 30 avril 2018, comprend bien une partie relative à l'organisation et à la formation. Les documents supports sont listés : la PPAM, le livret SGS (document décrivant l'organisation sécurité AXEREAL), les consignes spécifiques aux sites SEVESO et les consignes générales.  Le manuel SGS prévoit que le personnel reçoit une formation spécifique (sensibilisation au risque majeur, procédures d'urgences). Tout nouvel arrivant suit également le parcours d'Ax'Intégration. Le respect de ce point a été vérifié pour Mme Martin, embauchée en 2018.  En ce qui concerne la prévention des accidents majeurs, l'exploitant a indiqué que cette thématique est intégrée dans la formation d'une durée d'un jour, relative aux risques liés aux stockages de céréales, d'engrais et de produits agropharmaceutiques. La fréquence maximale de recyclage de cette formation a été fixée à 5 ans maximum.  L'exploitant a précisé que des informations sous forme de flash sécurité sont envoyées par mail ponctuellement à l'ensemble du personnel, en fonction de l'actualité. Le dernier communiqué date du 9 mai 2022 et concerne la maintenance préventive et les presque accidents.  L'exploitant a expliqué que la formation des saisonniers se déroule en deux temps : un accueil général d'une demi-journée au sein du groupe AXEREAL, et un accueil spécifique sur chaque site effectué par le responsable de l'activité à laquelle est affectée le saisonnier.  Le responsable de l'activité stockage de céréales a été interrogé. Il a précisé qu'une sensibilisation aux produits stockés et aux risques majeurs spécifiques au site est effectuée, notamment les raisons du classement Seveso du site. La check-list FS 012, recensant les points abordés lors de la formation, est signée par le saisonnier et par le responsable d'activité. Des documents complétés et signés ont été présentés.  Un livret d'accueil, élaboré par AXEREAL, est remis au personnel saisonnier. Les thèmes suivants sont notamment décrits : présentation de l'entreprise AXEREAL, types de silos, fonctionnement, risques liés aux stockages de céréales et d'engrais, consignes de sécurité, plans d'urgence et conduite à tenir en cas d'alarme. L'accueil spécifique est renouvelé sur chaque site si le saisonnier intervient sur plusieurs sites du groupe AXEREAL.  L'ensemble des documents consultés n'appelle pas de commentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 2-Formation des entreprises extérieures aux risques et situations d'urgence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS - formation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne respecte pas la fréquence annuelle de sensibilisation aux risques, à destination des entreprises extérieures.
<b>Observations :</b> Le manuel SGS prévoit dans la partie « Organisation et formation sécurité » : « [...] Une réunion de sensibilisation est organisée tous les ans avec l'ensemble des entreprises extérieures. »  L'exploitant a indiqué que la dernière réunion de sensibilisation avec les entreprises sous-traitantes a eu lieu le 13 février 2020. La fréquence annuelle n'est pas respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 3-SGS – Formation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Plan de prévention annuel
<b>Prescription contrôlée :</b> Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
<b>Constats :</b> Une entreprise intervient sur site sans avoir signé le plan de prévention annuel 2022.
<b>Observations :</b> Le manuel SGS prévoit dans la partie « Organisation et formation sécurité » : « le personnel sous-traitant est informé des dispositions sécurité via le plan de prévention annuel et journalier ainsi que les consignes spécifiques au site. »  Le respect de ce point a été vérifié pour l'entreprise réalisant des travaux de maintenance préventive le jour de l'inspection dans les silos. L'inspection a constaté que le plan de prévention au titre de l'année 2022 n'a pas été signé par l'entreprise MCS.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : 4-Travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.4.6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Permis de feu / permis d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectent une consigne particulière.  Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées, après avoir inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Pour toute intervention, l'exploitant a indiqué compléter une fiche de visite préalable, valant également autorisation de travaux et autorisation d'accès. Les risques et les dangers sont notamment identifiés, ainsi que la nécessité ou non d'établir un permis de feu.  Les permis de feu sont délivrés suivant la procédure établie par le groupe AXEREAL. Plusieurs permis de feu ont été examinés. Ces permis mentionnent notamment le nom de l'intervenant, le visa du responsable des travaux ainsi que la nature de ceux-ci. Ce permis rappelle notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu ;</li><li>• la durée de validité ;</li><li>• le type de matériel pouvant être utilisé ;</li><li>• les mesures de prévention à prendre ;</li><li>• le visa de l'opérateur ;</li><li>• l'heure et la date effectives de début et de fin des travaux ;</li><li>• l'heure de la ronde de fin de chantier (post-travaux).</li></ul> La durée de validité du permis peut être d'une semaine maximum, pour des travaux identiques sur le même matériel. Le modèle de permis de feu prévoit un contrôle post-travaux quotidien.  Les permis examinés (mars à juin 2022) sont correctement renseignés et signés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : 5- Surveillance des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 8.2.7.8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Télésurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments sont équipés d'une installation anti-intrusion, mise en service en dehors des heures ouvrées. Elle est équipée d'une alarme retransmise, de jour comme de nuit, à une société de télésurveillance extérieure qui doit prévenir une personne compétente apte à déclencher une intervention dans les meilleurs délais, si nécessaire.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Des systèmes de détection d'intrusion et d'incendie sont présents au niveau des bâtiments de stockage d'engrais solides classés. La télésurveillance est assurée par la société FICHET-BAUCHE. En cas de détection d'une anomalie, c'est la société SECURITAS qui intervient sur site pour effectuer la levée de doute, à la demande de la société FICHET-BAUCHE, et déclencher les actions nécessaires.  AXEREAL a établi des fiches réflexes à l'attention de la société de télésurveillance, qui les a intégrées à ses propres consignes internes. Les fiches réflexes portent sur les actions à mener en cas de détection intrusion, défaut technique, incendie en heures ouvrées et hors heures ouvrées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : 6-Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle périodique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li><li>• l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.</li></ul> Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les non-conformités électriques, relevées le 26 janvier 2022 par l'organisme de contrôle, n'ont pas été levées.
<b>Observations :</b> L'inspection a vérifié les 2 derniers rapports de contrôle des installations électriques effectués par un organisme de contrôle reconnu, les 11/01/2021 et 26/01/2022. La périodicité annuelle est respectée.  En 2022, 6 non-conformités ont été relevées. L'exploitant a précisé qu'au jour de la visite d'inspection, aucune anomalie n'a été corrigée. Un devis est en cours d'élaboration.  Il est précisé dans le rapport de vérification des installations électriques de l'année 2022 qu'aucun écart relatif à l'électricité statique et aux éventuels courants vagabonds n'a été relevé. L'organisme de contrôle a noté qu'il y avait une bonne résistance pour les prises de terre, une continuité satisfaisante du conducteur de protection des équipements électriques et de bonnes liaisons équipotentielles des éléments métalliques.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 7-Adéquation entre le matériel électrique et le zonage ATEX**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ATEX
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits stockés sur le site, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du Code du Travail.  Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum : <ul style="list-style-type: none"><li>• appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;</li><li>• ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes protégées contre les poussières dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum des deux tiers de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75 °C.</li></ul>
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que l'exploitant n'était pas en capacité de démontrer l'adéquation entre le matériel électrique du dispositif d'éclairage en ciel de cellules du silo Maïs et le zonage ATEX correspondant à cet espace.  Afin de solder cet écart, l'exploitant a fait changer entièrement le dispositif d'éclairage par du matériel ATEX. Les travaux ont été effectués le 8 mars 2022. Les attestations de travaux et de conformité du matériel ATEX ont été présentées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : 8-Mesures de prévention pour éviter un auto-échauffement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 8.1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi de la température
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Une silothermométrie fixe permet de surveiller les conditions de stockage (température) des céréales dans les silos D et E. Les sondes associées à ce dispositif disposent de reports d'alarme dans les postes de commandes des silos et le bureau d'accueil. Ainsi, une élévation de température pendant la phase de stockage est rapidement détectée. Le silo D comporte 1 sonde par cellule. Ces sondes disposent de 5 points de contrôle ou capteurs. Un opérateur effectue, a minima chaque semaine (tous les lundis matin à 8h00), un contrôle formalisé de la température des produits contenus dans les cellules des deux silos du site. Une édition papier des relevés de ces températures est réalisée à cette occasion. Un contrôle de ces relevés a été effectué au cours de la visite.  Les relevés de température sont archivés informatiquement. L'exploitant a expliqué que si un écart de température de 5 °C est constaté avec les valeurs mesurées la semaine précédente, la cellule est transilée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 9-Installations de manutention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 8.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de protection des appareils de manutention
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Les installations de manutention sont commandées par un logiciel de supervision. L'inspection a demandé à tester le double asservissement des installations de manutention à l'aspiration. Une simulation de dysfonctionnement de l'aspiration (coupure électrique) a permis de constater le bon fonctionnement du double asservissement. Dans ce contexte, aucun équipement de manutention du silo D à partir de la supervision n'a pu être mis en marche. Cet essai est concluant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet